



Procès-verbal de la réunion du Conseil d'établissement (CET) extraordinaire du 19/12/2025

Membres présents : Mme CHAN YUE TACK, proviseure, présidente du conseil – M. PANNIER, attaché de coopération éducative, représentant du Cocac – Mme AKTAS-VALLIER, proviseure adjointe – Mme CHARLES, directrice de l'école primaire – M. SY, secrétaire général – M. LEQUEUX, conseiller principal d'éducation – Mme LOVATT-ISNARD, MM LEBROU, MOTTIER, CALVAR, BONNEMAIN, représentants des personnels enseignants et d'éducation – Mme NGUYEN Vu Quynh Anh, représentante des personnels administratifs et de service – Mmes NGUYEN Mai Hong, DUONG Thuy Linh & MM CHAROY, NUSS, représentants des parents d'élèves — MM. DUONG Viet Dung & Mme NGUYEN Khanh Linh, représentants des élèves

Membre invité : M. GAYRARD, agent comptable secondaire

Secrétaires de séance : MM. Sy & Nuss

Ordre du jour :

1. Budget initial de l'exercice 2026
2. Frais de scolarité et Tarifs 2026

Le CET débute à 14h02.

Approbation à l'unanimité des membres présents de l'ordre du jour annoncé par Mme la proviseure.

À l'entame de cette réunion, Monsieur le Secrétaire Général (SG) précise que le CET initialement prévu le 17 décembre a été décalé au 19 décembre à la demande de la directrice des affaires financières de l'agence. Le souhait de l'agence est que les EGD ne présentent leur budget qu'à l'issue du conseil d'administration (CA) de l'agence fixé le 18 décembre 2025.

Monsieur le SG précise qu'au lendemain de ce CA de l'agence qui s'est tenu comme prévu, les éléments prévus dans le budget 2026, notamment la nouvelle contribution ont été validés par le CA.

1. Budget initial de l'exercice 2026

Dans ces conditions, le lycée peut enfin présenter son budget 2026 qui fera l'objet d'ajustements éventuels lors du prochain BR1. Le cadre réglementaire des EGD est rappelé. L'évolution des effectifs est présentée : hausse avec un léger tassement ces 2 dernières années. La structure pédagogique reste identique : une légère hausse des élèves vietnamiens et un léger fléchissement des taux des étrangers. La direction propose de faire évoluer les frais de scolarité et les frais annexes.

Présentation Budget initial de l'exercice 2026 (CF document joint)

Les représentants des parents font une communication :

« Nous comprenons la situation et la nouvelle charge votée au CA de l'AEFE. Nous considérons que dans cette période de difficulté, le LFAY ne devrait pas augmenter les frais de scolarité avec un abondement de trésorerie à hauteur de 472 000€.

À cela s'ajoute le fait que nous les parents nous n'ayons pas de visibilité sur les choix de l'AEFE dans 2/3 ans. Nous savons que dans 4 ans le LFAY, aura fini de rembourser son prêt immobilier, **qui représente**



une charge de plusieurs centaines de milliers d'Euros. Cela devrait inciter la direction à stopper les hausses dans la mesure où s'ajoutent les autres tarifs qui connaissent également des hausses.

Pour cette raison nous voterons contre ce budget »

Avis sur le budget :

12 voix contre et 6 voix pour.

Monsieur le SG rappelle que la hausse proposée reste modeste et représente 1,7 points de plus. Elle concerne essentiellement la catégorie des Français qui étaient épargnés lors des deux dernières années. Il est aussi rappelé que les hausses de frais de scolarité sont proposées selon les taux d'inflation afin d'éviter une hausse brusque sur des années précises. Le SG informe que les autres EGD atteignent des hausses de 9 à 25% : ce qui n'est pas le cas du LFAY

Monsieur le SG rappelle que les droits de scolarité payés par les familles à Hanoï restent relativement compétitifs compte tenu de la qualité de l'enseignement, de la variété de l'offre pédagogique, et la qualité des installations et des équipements

Le nombre élevé de projets pédagogiques et leurs richesses permettent au lycée de rayonner et de maintenir son attractivité. Par ailleurs, Monsieur le SG fait remarquer que le LFAY reste l'un des rares établissements à ne pas faire payer ni des frais de dossier, ni de contributions supplémentaires pour les options, pour la SI, la SELO, etc... La hausse des frais de scolarité est donc globale et permet donc à chaque élève d'avoir accès aux options sans complément financier.

Par conséquent, évoquer seulement la trésorerie de l'établissement pour décider d'une hausse des droits de scolarité ou non serait un peu tronqué.

Il faut prendre en compte l'ensemble des critères notamment notre compétitivité.

Par ailleurs, il rappelle que le projet d'extension n'a jamais été abandonné par l'AEFE : avec cette réforme à venir, les éléments portant notamment sur les investissements qui reposent sur des projets d'agrandissement, peuvent être reconsidérés.

Il serait donc plus prudent et plus cohérent de disposer d'une trésorerie confortable pour mener à bien un projet d'agrandissement sans faire recours à nouveau aux avances France Trésor.

Les représentants des personnels enseignants ;

Regrettent le désengagement de l'AEFE et précisent que le budget de l'AEFE en 2026 est au même niveau qu'en 2012 alors que le réseau ne cesse de croître. Ils réaffirment que l'AEFE assure une mission de service public et que pour cela l'état devrait accompagner l'opérateur.

Pour eux le nombre de détachés compte tenu des annonces faites, va inévitablement diminuer l'année prochaine. Ils s'insurgent contre les fermetures de poste de détaché qui apportent une vraie plus-value en tant titulaire. Ils notent également « le tour de passe-passe » réalisé par l'AEFE sur la mise en place de la protection santé obligatoire. Les représentants des personnels enseignants regrettent la baisse de l'enveloppe ISVL/ICCVL pour compenser la nouvelle dépense sur la protection santé complémentaire.

Par ailleurs les représentants des personnels enseignants craignent une précarisation du métier car des transformations de postes amèneraient des détachés à accepter des postes de droits local qui sont moins



bien rémunérés avec seulement une prise en charge à hauteur de 50% des droits de scolarité de leurs enfants. Les représentants des personnels enseignants s'inquiètent également des risques de gel de l'évolution de la valeur du point d'indice pour les contrats de droits local et surtout des refus renouvelés de l'AEFE d'augmenter l'exonération des frais de scolarité qui est actuellement de 50%.

2. Frais de scolarité et Tarifs 2026

Monsieur le SG présente la proposition d'augmentation en moyenne de 6% des droits de scolarité.

Les droits de scolarité se structuraient par catégorie d'élèves : En maternelle + 30% pour les élèves vietnamiens, + 44% pour les étrangers. L'écart est moins élevé entre les Vietnamiens et les Français sur les autres niveaux.

Il informe les membres que compte tenu du budget triennal, la direction proposera une hausse sur la base des 6% sur les 3 prochaines années, c'est-à-dire + 1.7% de ce qui était initialement prévu ; une augmentation à hauteur de 4% sur 2029-2030, en tenant compte du fait que l'année 2028 marque la fin de l'avance France Trésor. Par une hausse de 6%, les Français vont contribuer davantage mais les écarts entre français et vietnamiens restent importants. Avec une projection d'effectifs à 1200 élèves à la rentrée 2026, le budget sera d'environ 8 millions d'euros avec un montant brut à 7 738 000 euros. Les frais de scolarité constitueront 87,3% des recettes.

Les dépenses prévues seront les suivantes :

- Hausse du nombre de postes au tableau des emplois en raison du développement du LFAY
- Prévision de masse salariale à 3 850 000 euros
- Projet maternelle : lui donner une nouvelle identité avec quelques aménagements
- Équipement du gymnase : rideau de séparation pour optimiser son utilisation, filtres à entretenir
- Contribution aux pensions civiles des personnels D1 et D3 à hauteur de 35 puis 50%

L'enveloppe de fonctionnement reste constante ; de même pour les crédits pédagogiques.

L'enveloppe des investissements sera considérablement réduite mais elle baisse également naturellement avec la fin des travaux cette année.

Le solde budgétaire est d'environ 3 millions d'euros avec un résultat comptable de + 2 millions 600 000 euros. L'abondement en trésorerie est de 470 000 euros. Concernant l'aide nette, le taux d'autofinancement est de 71.4%.

Par ailleurs, il informe les membres que la direction a obtenu d'Aden un maintien des tarifs de la cantine sur 2 ans suite à cette nouvelle hausse de 6% des frais de cantine.

Il informe également les membres de l'évolution des autres tarifs selon le tableau suivant :

TARIFICATIONS LFAY ANNEE SCOLAIRE 2026-2027

| Prestations | Tarifs |
|--|----------------------|
| Activité extrascolaire (tarif à l'unité) | 165€ 185€ |
| Activité extrascolaire - Master chef | 185€ 200€ |
| Activité extrascolaire - Théâtre | 200€ 250€ |
| Adhésion à l'Association Sportive par activité (forfait annuel par activité) | 80€ 100€ |
| Activité AES piscine en partenariat avec Renaissance | 380 € par an |
| Livre de l'année | 10 € |
| Livres et séries | 25 € |
| Livre et séries élèves SI | 100 € |
| BREVET/CFG pour la rentrée 2026 | 70 € |
| EAF pour la rentrée 2026 | 100 € |
| BAC pour la rentrée 2026 | 250 € |

En conclusion, les dépenses prévisionnelles sont en baisse. L'investissement est en baisse en raison de l'exécution des dépenses du GER.

Les représentants des parents d'élèves demandent s'il n'y a pas d'autres projets de voyages à soumettre au CET. Monsieur le SG précise que tous les voyages ont été présentés au CET du 3 décembre y compris le dernier projet des CM2.

Aucune question diverse n'a été soumise en amont

Fin de la séance à 15h.

La présidente du conseil,

Les secrétaires de séance,

(signé)

(signé)

Corinne CHAN YUE TACK
Provisseure

Grégoire NUSS
Représentant des parents d'élèves

Cheikh SY
Secrétaire général

Projet de Budget Initial 2026 LFAY

Le Budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les dépenses et recettes des organismes publics (article 7 du décret 1246-2012). Le Budget du lycée s'inscrit dans le budget global de l'AEFE, dans le cadre des comptes consolidés, préparé par le directeur de l'Agence en collaboration avec la Direction des Affaires Financières : celui-ci est présenté et voté par le Conseil d'Administration de l'Agence et approuvé par les tutelles.

La présentation du budget, en mode GBCP, se décline en lignes représentant les 3 axes de dépenses définis par l'AEFE. Ces axes sont appelés destinations.

Destinations :

Excellence éducative ; Attractivité du réseau et Support et mobilier et en colonnes représentant les 3 Enveloppes de dépenses :

Personnel, Fonctionnement et Investissement prévues en AE (autorisations d'engagement) et en CP (crédits de paiement).

Et au-delà des orientations qui guident la construction et l'exécution du budget, nous nous attachons à respecter les grands principes de la comptabilité publique avec une évolution législative introduite par l'ordonnance du 23 mars 2022 qui crée un régime unifié des gestionnaires publics, marquant ainsi la suppression du régime de responsabilité personnelle et pécuniaire de l'agent comptable :

La séparation ordonnateur/comptable ;

L'unité de caisse et de trésorerie ;

Les procédures de dépenses et de recettes ;

La règle du paiement après service fait.

Le budget étant prévisionnel, il peut être modifié 2 fois dans l'année pour tenir compte des aléas et imprévus au cours de son exécution. Cette procédure strictement encadrée par l'AEFE, appelée budget rectificatif permet d'ajuster les recettes et les dépenses toujours dans une logique de sincérité budgétaire.

Le devoir d'information budgétaire vis-à-vis de la communauté éducative rend nécessaire la présentation par l'équipe de direction du budget initial au conseil d'établissement : celui-ci émet un avis formé par un vote sur le budget (Circulaire n°0732 du 21 juin 2022 sur l'organisation et le fonctionnement des instances des établissements d'enseignement relevant de l'AEFE).

En amont et conformément aux recommandations de l'agence, l'équipe de direction, comme les deux années précédentes souhaite expliquer et partager avec les différents partenaires de l'établissement les orientations qui ont guidé la construction du budget 2026. Une nouveauté par rapport aux années précédente : ce budget s'inscrit dans une réflexion et une projection triennale décidée par les services centraux.

On note cependant une croissance beaucoup plus timide que les années précédentes sur nos effectifs, les recettes du BI 2026 affiche néanmoins une légère progression. Le nombre d'élèves passe de 1 177 élèves contre 1 170 élèves pour le BI 2025. A cela s'ajoute une hausse modérée des tarifs.

Globalement nos recettes issues des droits de scolarité augmentent de plus de 3% en 2026.

Il faut par ailleurs tenir compte d'un point de vue comptable dans le BI 2026 des flux croisés entre l'Agence et ses EGD. En effet, ces flux sont surtout visibles dans le traitement de la trésorerie. Autrement dit ces flux affectent la trésorerie mais pas le solde budgétaire. Les différents indicateurs issus des tableaux ci-dessous prennent en compte toutes ces données afin de restituer une image fidèle des charges du LFAY.

A noter que les budgets des IEN et du CDAEFE sont intégrés au LFAY.

A- Les recettes :

Les recettes totales sur 2026 s'élèvent à 8 863 818€ contre (8 688 559€) lors de la première version. Soit donc une hausse de 175 259€. Cette augmentation des recettes fut nécessaire pour compenser en partie la nouvelle charge liée à la réforme de l'AEFE.

Cependant le montant prévisionnel des recettes sur 2025 était de 8 403 592€. Soit près de 5,4% de hausse. Pour rappel les recettes étaient de 8 117 453 € en 2024 avec donc une hausse de 10% pour le BI 2024 comparé à 2023. Les prévisions d'effectifs pour la rentrée de septembre 2026 font état d'une augmentation très modeste, tenant compte des effectifs constatés sur la rentrée 2025. On table donc sur un effectif de 1 200 élèves pour la rentrée prochaine.

Les droits de scolarités

Point sur l'évolution des effectifs

| Au mois de Sep | Maternelle | Elémentaire | Collège | Lycée | TOTAL | Evolution |
|------------------|------------|-------------|------------|------------|-------------|------------|
| 2018/2019 | 208 | 389 | 248 | 112 | 957 | |
| 2019/2020 | 231 | 407 | 255 | 134 | 1027 | 70 |
| 2020/2021 | 214 | 404 | 253 | 146 | 1017 | -10 |
| 2021/2022 | 193 | 442 | 266 | 159 | 1060 | 43 |
| 2022/2023 | 196 | 455 | 290 | 169 | 1110 | 50 |
| 2023/2024 | 198 | 471 | 310 | 178 | 1157 | 47 |
| 2024/2025 | 189 | 459 | 337 | 185 | 1170 | 13 |
| 2025/2026 | 179 | 460 | 356 | 182 | 1177 | 7 |
| | | | | | | 220 |

| Budget 2026 issue de l'analytique | RECETTES | | | | | |
|--|---|-------------------------------|--------------------|-----------------------------|------------------|------------------|
| | Subvention pour charges de service public | Autres financements de l'Etat | Fiscalité affectée | Autres financements publics | Recettes propres | Total (C) |
| Droits de scolarité | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 430 788 | 8 430 788 |
| Frais de scolarité | | | | | 7 738 008 | 7 738 008 |
| Droits d'inscription | | | | | 340 150 | 340 150 |
| Droits d'examen | | | | | 22 630 | 22 630 |
| Frais de dossier | | | | | | 0 |
| Frais de demi-pension | | | | | 330 000 | 330 000 |
| Frais d'internat | | | | | | 0 |
| Frais de transport scolaire | | | | | | 0 |
| Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions publiques | | | | | | 0 |
| Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 433 030 | 433 030 |
| Locations diverses | | | | | 3 500 | 3 500 |
| Ventes de marchandises | | | | | | 0 |
| Autres prestations de service | | | | | 392 530 | 392 530 |
| Autres produits d'activités annexes | | | | | 19 000 | 19 000 |
| Autres dons et legs | | | | | | 0 |
| Caisse de solidarité | | | | | 10 000 | 10 000 |
| Autres produits divers de gestion courante | | | | | 6 000 | 6 000 |
| Produits de formation professionnelle continue | | | | | | 0 |
| Redevances, concessions, brevets, licences | | | | | | 0 |
| Produits financiers et exceptionnels | | | | | 2 000 | 2 000 |
| TOTAL RECETTES | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 863 818 | 8 863 818 |

B- Les dépenses (Crédits de Paiement): 5 899 200€ contre 5 938 300 € en 2025

On note une légère baisse de nos dépenses. Moins de 1%

B1- L'excellence éducative : 4 739 700€ contre 4 577 700 € en 2025

L'essentiel de cette enveloppe concerne la masse salariale qui progresse de 6%. La projection est fondée sur un plafond d'emplois de 117 ETP comme en 2025. Il est prévu la sortie de notre TE de 3 personnels de services dans l'optique de l'externalisation du service de gardiennage de nuit. En parallèle, au vu de l'annonce de la suppression de certains postes de détachés sur mission d'enseignement, le recrutement de PDL sera sans doute envisagé (3 postes au moins).

La progression des dépenses de personnels tient compte à la fois de l'augmentation des effectifs personnels mais aussi des mesures catégorielles liées au GVT.

| Code | Budget 2026 par destination | DEPENSES | | | | | | | |
|--------|--|-----------|-----------|----------------|---------|----------------|--------|-----------|-----------|
| | | Personnel | | Fonctionnement | | Investissement | | Total | |
| | | AE = CP | | AE | CP | AE | CP | AE (A) | CP (B) |
| EDU1 | Excellence éducative | 3 850 000 | 3 850 000 | 660 700 | 879 700 | 10 000 | 10 000 | 4 520 700 | 4 739 700 |
| EDU11 | Ressources humaines - réseau | 3 850 000 | 3 850 000 | 112 000 | 112 000 | 0 | 0 | 3 962 000 | 3 962 000 |
| | dont EDU 112 : Recrutés locaux | 3 850 000 | 3 850 000 | | | | | 3 850 000 | 3 850 000 |
| EDU12 | Accueil des élèves | | | 113 000 | 332 000 | 0 | 0 | 113 000 | 332 000 |
| EDU13 | Pilotage pédagogique | 0 | 0 | 435 700 | 435 700 | 10 000 | 10 000 | 445 700 | 445 700 |
| EDU131 | Dépenses d'enseignement | | | 174 400 | 174 400 | 10 000 | 10 000 | 184 400 | 184 400 |
| EDU132 | Voyages scolaires | | | 200 000 | 200 000 | 0 | 0 | 200 000 | 200 000 |
| EDU133 | Dépenses sur actions et projets d'établissements | | | 61 300 | 61 300 | 0 | 0 | 61 300 | 61 300 |

B2 - Accompagner et faire vivre le réseau : 132 500 € vs 140 600 € en 2025 :

Sur la destination RES213, des crédits sont prévus pour aider les familles dans le cadre de la caisse de solidarité, notamment pour les dépenses de voyage. Pour la destination RES26, on portera une attention particulière à une communication ciblée afin de valoriser tous les projets et bonnes initiatives. Il s'agira d'investir sur les outils modernes de communication afin de faire rayonner notre établissement. Le reste des crédits concernent l'IEN et le CDAEFE et c'est dans ces deux destinations qu'on constate les baisses de subvention. Près de 8% de baisse.

| | | | | | | | | | |
|--------|---|---|---|---------|---------|---|---|---------|---------|
| RES2 | Accompagner et faire vivre le réseau | 0 | 0 | 132 500 | 132 500 | 0 | 0 | 132 500 | 132 500 |
| RES21 | Aides à la scolarité | 0 | 0 | 10 000 | 10 000 | 0 | 0 | 10 000 | 10 000 |
| RES213 | Caisse de solidarité | | | 10 000 | 10 000 | | | 10 000 | 10 000 |
| RES26 | Promotion et communication | 0 | 0 | 20 000 | 20 000 | 0 | 0 | 20 000 | 20 000 |
| RES261 | Promotion et communication | | | 20 000 | 20 000 | | | 20 000 | 20 000 |
| RES27 | Coordination du réseau | 0 | 0 | 102 500 | 102 500 | 0 | 0 | 102 500 | 102 500 |
| RES271 | Dépenses CDAEFE | | | 48 000 | 48 000 | | | 48 000 | 48 000 |
| RES272 | Dépenses IEN | | | 54 500 | 54 500 | | | 54 500 | 54 500 |

BI 2026 CET Extra du

B3- Modernisation (support et immobilier) : 1 027 000 € vs 1 220 000 € en 2025

En matière d'entretien, les dépenses sont en baisse compte tenu des investissements déjà réalisés en 2024 et 2025. Cette destination est en baisse de près de 200 000€ soit -19% de dépenses. D'ailleurs cette baisse concerne en grande partie l'enveloppe d'investissement qui passe de 440 000€ à 205 000€

| | | | | | | | | | |
|-----------------------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|---|------------------|
| SUP3 | Modernisation (support et immobilier) | 0 | 0 | 827 000 | 832 000 | 195 000 | 195 000 | 1 022 000 | 1 027 000 |
| SUP32 | Immobilier, agencement et entretien | 0 | 0 | 482 000 | 487 000 | 105 000 | 105 000 | 587 000 | 592 000 |
| SUP321 | Travaux et entretien du parc immobilier | | | 150 000 | 145 000 | 105 000 | 105 000 | 255 000 | 250 000 |
| SUP322 | Acquisition - terrains et bâtiments | | | | | | | 0 | 0 |
| SUP323 | Aménagement immobilier | | | | | | | 0 | 0 |
| SUP324 | Loyers et charges | | | 26 000 | 26 000 | | | 26 000 | 26 000 |
| SUP325 | Viabilisation - énergie et fluides | | | 105 000 | 105 000 | | | 105 000 | 105 000 |
| SUP326 | Entretien mobilier et prestations externes | | | 196 000 | 206 000 | | | 196 000 | 206 000 |
| SUP327 | Etudes et recherches | | | 5 000 | 5 000 | | | 5 000 | 5 000 |
| SUP33 | Administration générale | 0 | 0 | 152 000 | 152 000 | 0 | 0 | 152 000 | 152 000 |
| SUP331 | Equipements et fournitures administratives | | | 17 000 | 17 000 | | | 17 000 | 17 000 |
| SUP332 | Frais de gestion courante | | | 95 000 | 95 000 | | | 95 000 | 95 000 |
| SUP333 | Logistique | | | 20 000 | 20 000 | | | 20 000 | 20 000 |
| SUP334 | Déplacements et missions | | | 20 000 | 20 000 | | | 20 000 | 20 000 |
| SUP34 | Informatique | 0 | 0 | 138 000 | 138 000 | 90 000 | 90 000 | 228 000 | 228 000 |
| SUP341 | Fournitures et matériels informatique | | | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 60 000 | 60 000 |
| SUP342 | Logiciels, brevets et licences | | | 68 000 | 68 000 | | | 68 000 | 68 000 |
| SUP343 | Projet et développement | | | | | | | 0 | 0 |
| SUP344 | Maintenance et hébergement informatique | | | 40 000 | 40 000 | 60 000 | 60 000 | 100 000 | 100 000 |
| SUP35 | Opérations financières transversales | 0 | 0 | 17 000 | 17 000 | 0 | 0 | 17 000 | 17 000 |
| SUP352 | Impôts et taxes | | | 7 000 | 7 000 | | | 7 000 | 7 000 |
| SUP353 | Charges exceptionnelles et financières | | | 10 000 | 10 000 | | | 10 000 | 10 000 |
| SUP36 | Prévention et sécurité | 0 | 0 | 38 000 | 38 000 | 0 | 0 | 38 000 | 38 000 |
| SUP361 | Travaux de sécurisation du parc immobilier | | | | | | | 0 | 0 |
| SUP362 | Equipements et matériels de sécurisation | | | | | | | 0 | 0 |
| SUP363 | Entretien et prestations - sécurité | | | 38 000 | 38 000 | | | 38 000 | 38 000 |
| TOTAL DEPENSES | | 3 850 000 | 3 850 000 | 1 620 200 | 1 844 200 | 205 000 | 205 000 | 5 675 200 | 5 899 200 |
| | | | | 1 620 200,00 | | | | | |
| | | | | | | | | SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B | |
| | | | | | | | | 2 964 618 | |

C- Solde de Gestion :

ETABLISSEMENT PRINCIPAL

| DEPENSES | | | RECETTES | |
|---|----|---------------------|---------------------|--|
| | AE | CP | Montant | |
| Fonctionnement | | 1 844 200,00 | | Autres financements de l'Etat |
| Investissement | | 205 000,00 | | Autres financements publics |
| Personnel | | 3 850 000,00 | 8 863 818,00 | Recettes propres |
| | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B) | | 5 899 200,00 | 8 863 818,00 | TOTAL DES RECETTES (C) |
| | | | | |
| SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B) | | 2 964 618,00 | | SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C) |

Un solde budgétaire qui progresse passant de 2 964 618€ contre 2 465 292 €.

Pour information sur la première version du B1 2026, le solde budgétaire était de 2 789 359 €.

D- Les doubles Flux

| DECAISSEMENTS | Montant | Montant | ENCAISSEMENTS |
|---|---------------------|-------------------|---|
| 44174 - AEFÉ Bourses scolaires | 580 000,00 | 580 000,00 | 44174 - AEFÉ Bourses scolaires |
| | | | 44178 AUTRES SUBVENTIONS |
| 541100 - PRRD | 1 086 565,00 | | 541100 - PRR |
| 541100-PENSION CIVILE | 376 808,00 | | |
| 54112 - PFC | 452 258,00 | | 541101 - PFC |
| 54113- INDEMNITES ACCESSOIRES (HS/HSA/ISAE) | 99 000,00 | | 541102 - INDEMNITES ACCESSOIRES (HS/HSA/ISAE) |
| 54114 - INDEMNITES DE JURY D'EXAMEN (IJE) | 51,00 | | 541103 - INDEMNITES DE JURY D'EXAMEN (IJE) |
| | 646 327,00 | | |
| 541104 - PARTICIPATION PROJETS IMMOBILIERS | | | 541104 - PARTICIPATION PROJETS IMMOBILIERS |
| 541105 - DEMAT DES EXAMENS | | | 541105 - DEMAT DES EXAMENS |
| 54113- PRIME EQUIPEMENT INFORMATIQUE | | | |
| 541106- AUTRES PARTICIPATIONS | | | 541106- AUTRES PARTICIPATIONS |
| 541200 - BUREAU DES IEN | | 102 500,00 | 541200 - BUREAU DES IEN |
| 541201 - DECHARGES SYNDICALES | | | 541201 - DECHARGES SYNDICALES |
| 541300 - TRANSFERT DE TRESORERIE IRF | | | 541202 - |
| 541300 - VERSEMENT IRF | 37 700,00 | 47 000,00 | 541203 - PARTICIPATION IRF |
| | 20 010,00 | 64 650,00 | 541204 - PARTICIPATION FRAIS AGENCE COMPTABLE DURAS |
| 541300- REMBOURSEMENT MISSIONS DURAS | | 11 960,00 | 54132 - AUTRES FINANCEMENTS EGD |
| 541301-AUTRES FLUX INTER EGD | | | |
| TOTAL DE LA PARTICIPATIONS AU RESEAU | 3 298 719,00 | 806 110,00 | TOTAL DES ENCAISSEMENTS EN PROVENCANCE DES SERVICES CENTRAUX |

Afin d'obtenir une concordance entre les recettes enregistrées aux services centraux de l'AEFE et les dépenses des EGD, les montants des contributions à budgéter sont communiqués par la Direction des Affaires Financières de l'AEFE.

L'enveloppe des bourses scolaires communiquée est identique à celle de 2025. La participation à la rémunération des résidents est fixée à 65% ; Elle connaît une hausse importante de près de 12%. La PCF (la participation financière complémentaire) correspondant à 6% des droits de scolarité et de réinscription, avec un abattement de 6% augmente aussi légèrement. Les rémunérations accessoires regroupent toutes les autres primes et indemnités à savoir les HS/HSA/ISAE/IMP/PEI demeurent stables.

Une nouvelle contribution à hauteur de 376 808 € voit le jour, il s'agit de la nouvelle contribution au titre de la pension civile.

On retrouve également la participation aux projets immobiliers, soit 646 327 €, correspondant au remboursement de l'emprunt Agence France Trésor inscrit au budget de l'opération immobilière (6.5 millions €).

E- Equilibre Financier

| BESOINS | | FINANCEMENTS | |
|---|---------------------|---------------------|---|
| Solde budgétaire (déficit) (D2)* | | 2 964 618,00 | Solde budgétaire (excédent) (D1)* |
| Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1) | | | Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2) |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1) | | | Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2) |
| Autres décaissements non budgétaires (e1)** | 3 298 719,00 | 806 110,00 | Autres encaissements non budgétaires (e2)** |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1) | 3 298 719,00 | 3 770 728,00 | Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2) |
| ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1) | 472 009,00 | | PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2) |
| dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)*** | 472 009,00 | | dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)*** |
| dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d) | | | dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d) |
| TOTAL DES BESOINS (1) + (I) | 3 770 728,00 | 3 770 728,00 | TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II) |

BI 2026 CET

Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Montants | PRODUITS | Montants |
|---|---------------------|---|---------------------|
| Personnel | 3 850 000,00 | Subventions de l'Etat | |
| <i>dont charges de pensions civiles*</i> | | Fiscalité affectée | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 2 377 814,00 | Autres subventions | |
| Intervention (le cas échéant) | | Autres produits | 8 893 818,00 |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 6 227 814,00 | TOTAL DES PRODUITS (2) | 8 893 818,00 |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | 2 666 004,00 | Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2) | 0,00 |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 8 893 818,00 | TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 8 893 818,00 |

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | | RESSOURCES | |
|---|---------------------|---|---------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 0,00 | Capacité d'autofinancement | 3 169 618,00 |
| Investissements | 205 000,00 | Financement de l'actif par l'État | |
| | | Financement de l'actif par des tiers autres que l'État | |
| | | Autres ressources | |
| Remboursement des dettes financières | | Augmentation des dettes financières | |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 205 000,00 | TOTAL DES RESSOURCES (6) | 3 169 618,00 |
| Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5) | 2 964 618,00 | Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6) | 0,00 |

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

| | Montant |
|---|---------------|
| Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) PRELEVEMENT (8) | 2 964 618,00 |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) | 2 492 609,00 |
| Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)* | 472 009,00 |
| Niveau du FONDS DE ROULEMENT | 14 656 978,89 |
| Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | 8 303 368,51 |
| Niveau de la TRESORERIE | 6 353 610,38 |

F- En résumé

Avec la nouvelle contribution sur les pensions civiles, il a fallu revoir les hypothèses d'augmentation des droits de scolarité. Cela a permis de dégager un solde budgétaire qui affiche un excédent de près de 500 000€ en comparaison au BI 2025. Cette hausse permet de compenser en partie l'écart entre les flux entrants et sortants.

La prévision d'attérissage de la trésorerie passe de 700 783€ sur la première version du BI 2026 à 472 009€.

Avec cette nouvelle charge qui augmentera de plus de 160 000€ dès 2027 et qui va se pérenniser dans le temps, le lycée devra dans ses projections d'augmentation des frais de scolarité en tenir compte pour se donner les moyens de maintenir le batit dans de bonnes conditions et prévoir aussi de faire face à toute situation d'urgence imprévue. Notamment les catastrophes naturelles qui frappent de plus en plus le Vietnam

D'autres projets pédagogiques et ou en numérique/informatique devront également être accompagnés tout au long de l'année scolaire. Par ailleurs, même s'il faut rester prudent sur la croissance des effectifs et le projet d'agrandissement inscrit dans le SPSI3 de l'agence reste d'actualité.

Tenant compte des flux de trésorerie, l'abondement de notre trésorerie est estimé à **472 009 €** portant ainsi la trésorerie finale à **6 353 610** avec **une prévision de variation positive de la trésorerie du BR2 2025 estimée à 177 395.33 €.**

Pour rappel la trésorerie en fin 2024 était de 5 704 206.05 €

BI 2026 CET Extra du 17 décembre 2025